

Renforcer le rôle de l'Union européenne au sein des Nations unies

Dans un environnement de sécurité de plus en plus instable, il apparaît d'autant plus nécessaire de revaloriser la place de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial. Un nouveau rapport de la commission des affaires étrangères du Parlement européen affirme que l'Union pourrait faire valoir ses atouts en matière de politique étrangère de façon plus efficace en renforçant son rôle au sein de l'Organisation des Nations unies, qui célèbre ses 70 ans cette année.

L'Union européenne au sein du système des Nations unies – un partenaire engagé avec un statut restreint

L'Union européenne et les Nations unies partagent les valeurs fondamentales énoncées dans la [charte des Nations unies de 1945](#) et dans la [déclaration universelle des droits de l'homme de 1948](#). Le [multilatéralisme efficace](#) est un principe central de la politique extérieure de l'Union, et les Nations unies – seule organisation internationale au sein de laquelle tous les États souverains du monde sont représentés – constituent la principale plateforme de débat pour promouvoir ce principe. L'Union et ses États membres représentent à eux seuls le principal [contributeur financier](#) au système des Nations unies, et ils contribuent activement à promouvoir la paix, la sécurité et le progrès par le biais de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique de sécurité et de défense commune, sous l'égide des Nations unies. L'article 21 du traité sur l'Union européenne [stipule](#) que l'Union européenne "favorise des solutions multilatérales", en particulier dans le cadre des Nations unies, et qu'elle agit dans "le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international". Avec le traité de Lisbonne, l'Union a acquis la personnalité juridique et repris à son compte les droits et obligations de la Communauté européenne au sein des Nations unies. En 2010, l'Assemblée générale des Nations unies [a rejeté](#) la demande de l'Union concernant une révision de son statut d'observateur. Toutefois, en 2011, la même assemblée [a accordé](#) à l'Union des droits de participation renforcés – bien que purement [symboliques](#), selon certains –, permettant aux représentants de l'Union de présenter des positions communes de l'Union, de prendre la parole et de diffuser des communications de l'Union en tant que documents officiels.

Le Parlement européen: pour un rôle plus important de l'Union européenne au sein des Nations unies

Le Parlement européen suit la coopération entre l'Union et les Nations unies, et il examine le soutien financier et politique apporté par l'Union à l'Organisation. De même, le Parlement entretient directement des relations étroites avec les Nations unies. Le Président et les représentants de haut niveau du Parlement européen participent à des rencontres bilatérales avec des hauts fonctionnaires des Nations unies, et les délégations parlementaires effectuent des visites régulières au sein des structures de l'Organisation. Tout récemment, une délégation de la commission des affaires étrangères (AFET) et de la sous-commission "Droits de l'homme" (DROI) [a rencontré](#) des hauts fonctionnaires des Nations unies, du 1^{er} au 3 novembre 2015 à New York.

L'obtention d'un siège au sein du Conseil de sécurité demeure un "objectif à long terme" de l'Union européenne

Le Parlement a demandé à plusieurs reprises à l'Union de renforcer son rôle au sein des Nations unies, notamment dans sa [recommandation](#) d'avril 2014 à l'intention du Conseil sur la 69^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le dernier rapport de la commission AFET, adopté le 13 octobre, sur "le rôle de

l'Union européenne au sein des Nations unies" (rapporteur: Paavo Väyrynen, ALDE, Finlande), réitère ces demandes, en plaidant en faveur d'une plus grande visibilité des actions entreprises par l'Union et ses États membres au sein de l'Organisation. Faisant référence au conflit à l'est de l'Ukraine, aux conflits en Syrie et en Iraq et à la montée de l'organisation terroriste État islamique, le rapport invite instamment l'Union européenne à accroître son influence ainsi que celle de ses États membres au sein du système des Nations unies pour mieux remplir ses objectifs en matière de politique étrangère.

Le rapport souligne que l'obtention d'un siège au sein d'un Conseil de sécurité élargi demeure un "objectif à long terme" de l'Union européenne, et il insiste sur les [priorités](#) actuelles de l'Union en amont de la 70^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, notamment la [demande](#) réitérée de l'Union en faveur d'une réforme du système des Nations unies, y compris sur les questions "difficiles" comme la réforme du Conseil de sécurité. La Haute représentante de l'Union est priée de dégager un consensus au niveau de l'Union sur les questions qui relèvent de la compétence du Conseil de sécurité ainsi que de garantir que les États membres de l'Union siégeant au Conseil de sécurité (la France et le Royaume Uni sont des membres permanents tandis que l'Espagne est actuellement un membre non permanent) y défendent les positions communes de l'Union. Le rapport invite le Conseil de sécurité à réexaminer le processus "opaque" de [désignation](#) du secrétaire général des Nations unies, la prochaine devant avoir lieu en 2016.

Le [rapport](#) de la commission AFET concernant "le rôle de l'Union européenne au sein des Nations unies – Comment mieux remplir les objectifs de l'Union en matière de politique étrangère" (2015/2104(INI)) doit être débattu par le Parlement européen le 23 novembre 2015 à Strasbourg.